« Un plan ambitieux… sans moyens »

Maintes fois reportée, cette réunion sur le plan stratégique 2024-2027 s'est tenue ce 10 septembre.

L'alliance était représentée par Johann PASCOT, Emilie PATTEYN, Catherine STOLARSKI, Yannick WILWERT, Anne-Flore J.

Pour l'administration : Sarah LACOCHE, Nejma MONKACHI, Hélène CHARPENTIER, Ary BEAUJOUR, Fabien CHEVALIER.

Face au manque de moyens et de personnels, la DG a indiqué tout mettre en œuvre pour éviter une baisse de ceux-ci. L'augmentation des moyens n'est pas dans l'air du temps, malgré les projets ambitieux du plan stratégique présenté.

Elle reconnaît, en outre, qu'il sera peut-être difficile de tenir les objectifs du PNE sans les moyens suffisants suite aux coupes budgétaires et invite à faire remonter les difficultés.

Elle a également indiqué que les formations seraient équilibrées entre le distanciel et le présentiel et que celles-ci seraient plus déployées au niveau régional ; déjà, l'on s'inquiète des délais de routes et des horaires de travail induits vu la taille des régions !

En outre, elle a précisé vouloir renforcer la chaîne DDI/DREETS/SCN/AC et renforcer les partenariats avec les fédérations professionnelles afin que les bonnes pratiques redescendent. Sur le volet budgétaire, elle souhaite allouer les moyens nécessaires pour le SCL (par quels moyens ? Ça…).

L'alliance CFTC/FO a interpellé Sarah LACOCHE en lui demandant :

- de tout mettre en œuvre dès la nomination de la / du ministre afin d'obtenir des moyens financiers et humains pour effectuer nos missions ;
- d'assurer une meilleure projection des mouvements de personnels. En effet, la liste complémentaire du concours des inspectrices & inspecteurs n'a pas été appelée en raison de départs moindres que prévus (retraite, fin de détachement, fin de disponibilité) : 16 renonciations au concours ont déjà été recensées dès le mois de septembre ;

- de rappeler aux directions que les collègues n'ont pas à implorer pour obtenir le remboursement de leurs frais de missions ni se plier à des diktats locaux exubérants (départ aux aurores pour un retour avant midi pour se rendre au Restaurant Administratif, covoiturage en véhicule de service, restrictions des contrôles aux villes ne donnant pas droit au remboursement des frais de repas…) . Sur ce point, elle a assuré avoir conscience de ces difficultés et que les agents doivent pouvoir bénéficier du remboursement de leurs frais de missions dans les conditions prévues par les textes. Elle indique que les budgets se déploient normalement mais que notre fonctionnement semble trop dynamique eu égard aux autres ministères ;
- de s'assurer également que les collègues peuvent disposer de fournitures et de carburants pour effectuer leurs missions (oui, on en est là !) car les budgets en DDI sont fongibles et certains préfets ont annoncé des restrictions drastiques cet été!

Une fois de plus, la seule solution est de sortir de ce marasme !

L'alliance CFTC/FO a attiré l'attention de la DG sur la « simplification » des CPMM alimentaires dorénavant appelés SOLPA. La simplification n'est pas manifeste et pourrait même entraîner des dérives sur la périodicité des contrôles, pouvant en réalité être plus fréquents que sous le process CPMM !

L'alliance CFTC/FO rappelle qu'un plan stratégique ambitieux nécessite des moyens financiers et humains pour le mettre en œuvre ! Un abondement rapide est plus que nécessaire pour que nos missions puissent être assurées dans le respect de la santé des agents.

L'alliance CFTC/FO indique qu'avant même l'élaboration d'un plan stratégique, il convient en priorité et urgemment, de solutionner les irritants du quotidien notamment sur le numérique en dotant les agents de matériel efficace avec des applications au fonctionnement efficient. Ce qui n'est toujours pas le cas de SESAM.

L'alliance CFTC/FO affirme que si les caisses sont vides, ce n'est pas aux collègues d'en subir les frais : ne pas être privé de ses remboursements de frais, ou ne pas travailler dans des conditions ubuesques où certaines directions ne sont plus en capacité de fournir stylos ou agendas est le minimum ! En outre, donner des consignes de contrôles dans les villes proches des directions est clairement une rupture d'égalité de traitement des entreprises lors des contrôles !

L'alliance CFTC/FO a également alerté sur les difficultés en DDI concernant la subvention de restauration collective : depuis le chantier d'harmonisation, les collègues ne sont plus égaux quant au montant de subventionnement prévu pour les agents du MESFIN : parfois de 50 centimes par repas !

Enfin, l'alliance CFTC/FO a souligné le climat anxiogène induit par les différentes alertes budgétaires reçues au cours de l'année, notamment avec la première coupe en début d'année, les alertes répétées des préfets et des SGCD, puis de l'ENCCRF. Même s'il est important que les agents soient informés des difficultés budgétaires et des priorisations, il conviendrait que les messages soient clairs et réalistes et non déconnectés des réalités de terrain. En effet, si les frais liés aux déplacements ne sont plus assurés, il conviendrait en même temps de réduire la volumétrie de contrôle et d'indiquer les priorités.